



**ERRATUM**

Commission paritaire pour les  
grossistes-répartiteurs de  
médicaments.  
n° 321

**CCT n° 58613/CO/321  
du 25/06/2001**

Correction du texte en français :

- aux § 1<sup>er</sup> des articles 7, 8, 9, 10 et  
11, il y a lieu de lire à chaque fois :  
« ...est complété par les dispositions  
suivantes... » en lieu et place de :  
« ....est complété par le texte  
suivant.... ».

- à l'article 11 §1<sup>er</sup>, il y a lieu de lire :  
« ...est remplacé par les dispositions  
suivantes... » en lieu et place de :  
« ....est remplacé par le texte  
suivant.... ».

- à l'article 8 §2, il y a lieu d'ajouter :  
« ....est augmenté de 0,1237 EUR  
par heure au 1<sup>er</sup> juillet 2001 » ; de  
même au §3, il y a lieu d'ajouter :  
« ....est augmenté de 0,0927 EUR  
par heure au 1<sup>er</sup> juillet 2002 ».

- à l'article 17, il y a lieu d'ajouter :  
« ....sur une distance de 4 km au  
moins (train à partir de 3 km) ».

**Décision du** 12 - 12 - 2002

**ERRATUM**

Paritair Comité voor de  
groothandelaars-verdelers in  
geneesmiddelen.  
nr. 321

**CAO nr. 58613/CO/321  
van 25/06/2001**

Verbetering van de Franse tekst :

- in § 1 van de artikelen 7, 8, 9, 10 en  
11 dient men telkens te lezen :  
« ...est complété par les dispositions  
suivantes... » in plaats van : « ....est  
complété par le texte suivant.... ».

in het artikel 11 §1, dient men te  
lezen : « ...est remplacé par les  
dispositions suivantes... » in plaats  
van : « ....est remplacé par le texte  
suivant.... ».

- in het artikel 8 §2, dient men toe te  
voegen : « ....est augmenté de  
0,1237 EUR par heure au 1<sup>er</sup> juillet  
2001 » alsook in de §3, dient men toe  
te voegen : « ....est augmenté de  
0,0927 EUR par heure au 1<sup>er</sup> juillet  
2002 ».

- in het artikel 17, dient men toe te  
voegen : « ....sur une distance de  
4 km au moins (train à partir de  
3 km) ».

**Beslissing van** 12 - 12 - 2002

#

**COMMISSION PARITAIRE DES  
GROSSISTES-REPARTITEURS DE MEDICAMENTS ( CP 321 )**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 25 JUIN 2001 PORTANT EXECUTION DU  
PROTOCOLE D'ACCORD DU 17 MAI 2001**

*Article 1 - La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux travailleurs des entreprises relevant de la Commission paritaire des Grossistes-répartiteurs de médicaments.*

*Article 2 - L'article 6 de la Convention collective de travail du 28 juin 2000 relative à l'emploi est remplacé par le texte suivant :*

**" Article 6 - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2001 et cesse de l'être le 31 décembre 2002."**

*Article 3 - L'article 16 de la Convention collective de travail du 29 novembre 1993 fixant les conditions salariales et de travail est remplacé par le texte suivant :*

**" Article 16 - La durée du travail est fixée à 36 heures 40 minutes en moyenne par semaine à partir de l'année 2001.**

Le passage de la semaine de 36 heures 50 minutes à la semaine de 36 heures 40 minutes est opéré en octroyant dès l'année 2001 un jour de congé supplémentaire par travailleur à temps plein par an. Ce jour est octroyé au prorata aux travailleurs à temps partiel.

Le régime de travail est fixé au niveau de l'entreprise, soit par le Conseil d'entreprise, soit par accord entre l'employeur et la délégation syndicale ou en l'absence de celle-ci avec les travailleurs ou leurs représentants."

*Article 4 - Le chapitre XVII de la Convention collective de travail du 29 novembre 1993 fixant les conditions salariales et de travail est remplacé par le texte suivant :*

**"CHAPITRE XVII - DROIT AU CREDIT TEMPS**

Article 27 - Crédit temps prolongeant le repos postnatal.

Sans préjudice des droits des travailleurs fondés par la Convention collective de travail n° 77 du Conseil national du travail instaurant un système de crédit temps, un droit au crédit temps durant 6 mois doit être octroyé aux travailleuses qui peuvent ainsi prolonger leur congé postnatal et qui en font la demande auprès de leur employeur six semaines avant la fin du congé postnatal.

La limitation à 5 % du nombre de travailleurs occupés dans l'entreprise ou dans le service, tel que fixé à l'article 15 de la CCT n° 77 susmentionnée, ne vaut pas dans les cas où un droit au crédit temps est octroyé dans les conditions du présent article.

Cette interruption de la carrière professionnelle ne doit pas être octroyée obligatoirement aux cadres.

28-06-2001

23-08-2001

58613/6/321

Article 28 - Crédit temps en général

Les ouvriers et les employés qui appartiennent aux quatre premières catégories définies par la convention collective de travail du 19 mars 1980 concernant la classification professionnelle des employés, article 2, ont droit au crédit temps durant minimum 3 mois et maximum 5 ans, s'ils en font la demande au plus tard trois mois avant le début ou la prolongation de cette interruption.

Le nombre de travailleurs qui peut simultanément bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent ne peut, par dérogation à l'article 15 de la CCT n° 77 susmentionnée, pas dépasser 8 % de l'effectif total du personnel de l'entreprise en question.

La réintégration de ces travailleurs après leur interruption de carrière doit se faire dans une fonction de la même catégorie de salaire, respectant les capacités du travailleur, mais pas nécessairement dans une fonction identique."

Article 5 - Le chapitre XVIII de la Convention collective de travail du 29 novembre 1993 fixant les conditions salariales et de travail est remplacé par le texte suivant :

**"CHAPITRE XVIII - LE DROIT A LA REDUCTION DES PRESTATIONS DE TRAVAIL A PARTIR DE 50 ANS**

Article 29 - Ni la limitation à 5 % du nombre de travailleurs occupés dans l'entreprise ou dans le service, tel que fixé à l'article 15 de la CCT n° 77 susmentionnée, ni la limitation à 8 % prévue à l'article précédent, ne sont d'application dans les cas où un droit à la réduction des prestations est octroyé aux ouvriers et employés de minimum 53 ans qui appartiennent aux quatre premières catégories définies par la convention collective de travail du 19 mars 1980 concernant la classification professionnelle des employés, article 2.

En outre, le présent article ne porte nullement atteinte aux droits des travailleurs de 50 ans et plus à une réduction de leurs prestations de 1/5 ou de la moitié.

Ce droit ne peut empêcher l'employeur d'appliquer le régime de la prépension conventionnelle pour la même personne plus tard. Le calcul de l'allocation complémentaire se fait dans ce cas sur base du salaire de référence net à temps plein et des allocations de chômage pour tous les jours de la semaine. "

Article 6 - L'article 3 la convention collective de travail du 29 novembre 1993 fixant les conditions salariales et de travail est complété par le texte suivant :

" Les rémunérations mensuelles minimums des employés et employées âgés de 21 ans et plus fixées à l'article 2 sont augmentées de 19,83 Eur au 1er juillet 2001.

Les rémunérations mensuelles minimums des employés et employées âgés de 21 ans et plus fixées à l'article 2 sont augmentées de 14,87 Eur au 1er juillet 2002."

Article 7 - L'article 7 la convention collective de travail du 29 novembre 1993 fixant les conditions salariales et de travail est complété par le texte suivant :

*les dispositions suivantes :*

" Les rémunérations effectivement payées sont augmentées de 19,83 Eur par mois au 1er juillet 2001 et de 14,87 Eur par mois au 1er juillet 2002."

Article 8 - L'article 9 la convention collective de travail du 29 novembre 1993 fixant les conditions salariales et de travail est complété par le texte suivant :

*les dispositions suivantes.*

" Le salaire horaire minimum des ouvriers et ouvrières de 21 ans et plus est augmenté de 0,1237 Eur au 1er juillet 2001.

Le salaire horaire minimum des ouvriers et ouvrières de 21 ans et plus est augmenté de 0,0927 Eur au 1er juillet 2002."

Article 9 - L'article 12 de la convention collective de travail du 29 novembre 1993 fixant les conditions salariales et de travail est complété par le texte suivant :

*les dispositions suivantes.*

"Les salaires horaires effectivement payés des ouvriers et ouvrières sont augmentés de 0,1237 Eur au 1er juillet 2001 et de 0,0927 Eur au 1er juillet 2002."

Article 10 - L'article 11 de la convention collective de travail du 29 novembre 1993 fixant les conditions salariales et de travail est complété par le texte suivant :

*les dispositions suivantes.*

" Les salaires fixés sur base mensuelle des ouvriers et ouvrières à temps plein sont calculés en multipliant les salaires horaires par 160. "

Article 11 ~ L'article 32 bis de la convention collective de travail du 29 novembre 1993 fixant les conditions salariales et de travail est remplacé par les dispositions suivantes par le texte suivant :

*les dispositions suivantes.*

" A partir du 1er juillet 2001, le système des jours de carence tel que prévu à l'article 52 de la Loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail ne sera plus appliqué."

Article 12 - L'article 3 de la convention collective de travail du 29 novembre 1993 relative au remboursement des frais de transport des travailleurs est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 3 - En ce qui concerne les transports en commun publics autres que les chemins de fer, l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements, pour les déplacements atteignant 4 km calculés à partir de la halte de départ, sera déterminée suivant les modalités fixées ci-après:

- a) lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention de l'employeur est égale à l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance correspondante, sans toutefois excéder 60 % du prix réel du transport.
- b) lorsque le prix est fixe quelle que soit la distance, l'intervention de l'employeur est déterminée de manière forfaitaire et atteint 60 % du prix effectivement payé par le travailleur. "

Article 13 - L'article 6 de la convention collective de travail du 29 novembre 1993 relative au remboursement des frais de transport des travailleurs est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 6 - En cas d'utilisation d'un moyen de transport personnel (en ce compris le vélo), l'intervention de l'employeur est subordonnée à l'utilisation constante d'un moyen de transport sur une distance égale ou supérieure à 4 km. "

Article 14 - L'article 7 de la convention collective de travail du 29 novembre 1993 relative au remboursement des frais de transport des travailleurs est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 7 - Dans le cas où le travailleur se déplace en vélo, l'indemnité pour les déplacements au lieu de travail et à partir de celui-là, est de 0,10 Eur le kilomètre. En cas de déplacement par un moyen de

transport personnel autre que le vélo, l'intervention de l'employeur est calculée sur base du barème-SNCB, mentionné à l'article 3 de cette convention et appliqué à la distance parcourue."

Article 15 - L'article 9 de la convention collective de travail du 29 novembre 1993 relative au remboursement des frais de transport des travailleurs est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 9 - L'employeur qui organise un service de transport pour les travailleurs n'intervient, dans leurs frais de transport personnels, que dans la mesure où ils doivent au moins parcourir 4 km pour se rendre à l'endroit fixé pour prendre le moyen de transport mis à leur disposition. Dans ce cas, l'intervention financière est calculée selon les modalités des chapitres précédents de la présente convention collective de travail. "

Article 16 - L'article 12 de la convention collective de travail du 29 novembre 1993 relative au remboursement des frais de transport des travailleurs est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 12 -

- a) - les travailleurs qui utilisent les transports publics présentent aux employeurs une déclaration signée certifiant qu'ils utilisent régulièrement sur une distance égale ou supérieure à 4 km, un moyen de transport en commun public pour se déplacer de leur domicile à leur lieu de travail, en outre, ils précisent le kilométrage effectivement parcouru. Ils signaleront dans les plus brefs délais toute modification de cette situation;
  - les travailleurs qui utilisent un moyen de transport privé indiquent dans la déclaration sur l'honneur la distance parcourue;
  - les travailleurs utilisent pour ces déclarations un formulaire qui correspond au modèle repris à l'annexe II.

b) Les employeurs peuvent à tout moment contrôler la réalité de cette déclaration."

Article 17 - Dans l'annexe à la convention collective de travail du 29 novembre 1993 relative au remboursement des frais de transport des travailleurs, les mots "Je soussigné, habitant ..., travaillant ..., déclare sur l'honneur utiliser de façon constante pour me rendre à mon travail un ou plusieurs moyens de transport sur une distance de 5 km au moins. (Train 3 km). " sont remplacés par les mots "Je soussigné, habitant ..., travaillant ..., déclare sur l'honneur utiliser de façon constante pour me rendre à mon travail un ou plusieurs moyens de transport sur une distance de 4 km au moins (train 3 km)."   
 *à partir de*

LB

Article 18 - L'article 8 de la convention collective de travail du 29 novembre 1993 concernant l'Organisation du travail le samedi chez les grossistes-répartiteurs de médicaments, est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 8 - Un complément de 30 % sera payé à partir du 1er juillet 2001 pour les prestations après 13 heures le samedi. Des systèmes plus avantageux dans les entreprises sont maintenus.

Article 19 - La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 1er janvier 2001, à l'exception des articles 4 et 5 qui entrent en vigueur le 1er janvier 2002, et les articles 12 à 17 qui entrent en vigueur le 1er juillet 2001.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de 3 mois, signifiée par lettre recommandée au Président de la Commission paritaire des Grossistes-répartiteurs de médicaments.

Art.20. Les articles figurant au tableau ci-dessous, se rapportent à cette convention collective de travail. Pour les montants exprimés en euro dans la colonne de gauche, les montants exprimés en francs belges dans la colonne de droit sont valables à partir du jour d'entrée en vigueur de cette convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001.

\*

Eur	BEF
art. 6, art 7	art. 6, art 7
19,83	800
14,87	600
Art. 8, art. 9	Art. 8, art. 9
0,1237	4,99
0,0927	3,74
Art. 14	Art. 14
0,10	4

A

**PARITAIR COMITE VOOR DE  
GROOTHANDELAARS-VERDELERS IN GENEESMIDDELEN ( PC 321 )**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 25 JUNI 2001 TOT UITVOERING VAN  
HET PROTOCOL-AKKOORD VAN 17 MEI 2001**

*Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair comité voor de Groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen.*

*Artikel 2 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2000 betreffende de Tewerkstelling wordt artikel 6 vervangen door de volgende tekst :*

“ Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2001 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2002. ”

*Artikel 3 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 tot vaststelling van de Arbeids- en loonvoorwaarden wordt artikel 16 vervangen door de volgende tekst :*

“ Artikel 16 - De arbeidsduur wordt vastgesteld op 36 uur 40 minuten gemiddeld per week vanaf het jaar 2001.

De overgang van de arbeidsweek van 36 uren 50 minuten naar de arbeidsweek van 36 uren 40 minuten wordt voor de voltijdse werknemers doorgevoerd door toekenning van een bijkomende verlofdag per jaar en dit vanaf het jaar 2001. Deze dag wordt aan de deeltijdse werknemers pro rata toegekend.

De arbeidstijdregeling wordt bepaald op het vlak van de onderneming, hetzij door de Ondernemingsraad, hetzij bij akkoord tussen de werkgever en de Vakbondsafvaardiging of bij ontstentenis hiervan met de werknemers of hun afgevaardigden.”

*Artikel 4 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 tot vaststelling van de Arbeids- en loonvoorwaarden wordt Hoofdstuk XVII vervangen door de volgende tekst :*

“ **HOOFDSTUK XVII - RECHT OP TIJDSKREDIET**

Artikel 27 - Tijdskrediet ter verlenging van het postnataal verlof

Zonder afbreuk te doen aan de rechten die de werknemers putten uit de Collectieve arbeidsovereenkomst nr 77 van de Nationale arbeidsraad tot instelling van een stelsel van tijdskrediet, wordt een recht op tijdskrediet van 6 maanden ingesteld, voor alle werknemers die aldus hun postnataal verlof kunnen verlengen en die daartoe een aanvraag richten tot de werkgever zes weken vóór het einde van hun postnataal verlof.

De beperking tot 5 % van het aantal in de onderneming of de dienst tewerkgestelde werknemers, zoals vastgesteld in artikel 15 van de hoger vermelde CAO nr 77 geldt niet voor de gevallen waarin er een recht op tijdskrediet binnen de voorwaarden van dit artikel wordt toegestaan.

Dit bijkomend recht op tijdskrediet moet niet verplichtend worden toegekend aan kaderleden.

Artikel 28 - Tijdskrediet in het algemeen

De arbeiders en bedienden die behoren tot de eerste vier categorieën gedefinieerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 19 maart 1980 betreffende de beroepsclassificatie van bedienden, artikel 2, hebben recht op een tijdskrediet dat minimaal 3 maanden en maximaal 5 jaar kan duren, indien zij

58613/01 3.24

23-08-2001

23-08-2001

VERLEGGING DELOI RECHTS IN ERVEN  
MR.  
P.

hiertoe de aanvraag doen ten laatste drie maanden voor het begin of de verlenging van deze onderbreking.

Het aantal werknemers dat gelijktijdig kan genieten van de bepalingen van de vorige alinéa mag in afwijking van de bepalingen van artikel 15 van de hoger vermelde CAO nr 77, de 8 % van het totaal personeelseffectief van de betrokken onderneming niet overschrijden.

De reïntegratie van deze werknemers na hun beroepsloopbaanonderbreking dient te geschieden in een functie van dezelfde looncategorie, rekening houdend met de bekwaamheden van de betrokken werknemer, doch niet noodzakelijk in een identieke functie. ”

*Artikel 5 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 tot vaststelling van de Arbeids- en loonvoorwaarden wordt Hoofdstuk XVIII vervangen door de volgende tekst :*

#### **“HOOFDSTUK - XVIII RECHT OP VERMINDERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES VANAF 50 JAAR**

Artikel 29 - Noch de beperking tot 5 % van het aantal in de onderneming of de dienst tewerkgestelde werknemers, zoals vastgesteld in artikel 15 van de hogervermelde CAO nr 77, noch de beperking tot 8 % voorzien in vorig artikel, zijn van toepassing op de gevallen waarin een loopbaanvermindering wordt toegestaan aan arbeiders en bedienden die behoren tot de eerste vier categorieën gedefinieerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 19 maart 1980 betreffende de beroepsclassificatie van bedienden, artikel 2, van minstens 53 jaar.

Dit artikel doet bovendien geenszins afbreuk aan de rechten van de werknemers van 50 jaar of ouder op een loopbaanvermindering met 1/5 of met de helft.

Dit recht kan de werkgever niet verhinderen later voor dezelfde persoon de regeling van het conventioneel brugpensioen toe te passen. De berekening van de aanvullende vergoeding gebeurt in dat geval op basis van het voltijds netto-referteloon van de werkloosheidsuitkeringen voor alle dagen van de week.”

*Artikel 6 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 tot vaststelling van de Arbeids- en loonvoorwaarden wordt artikel 3 aangevuld met de volgende bepalingen :*

“ De maandelijkse minimumlonen van de mannelijke en vrouwelijke bedienden van 21 jaar en ouder vastgelegd in artikel 2 worden op 1 juli 2001 met 19,83 Eur verhoogd.

De maandelijkse minimumlonen van de mannelijke en vrouwelijke bedienden van 21 jaar en ouder vastgelegd in artikel 2 worden op 1 juli 2002 met 14,87 Eur verhoogd.”

*Artikel 7 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 tot vaststelling van de Arbeids- en loonvoorwaarden wordt artikel 7 aangevuld met de volgende bepalingen :*

“ De effectief betaalde lonen worden verhoogd met 19,83 Eur per maand op 1 juli 2001 en met 14,87 Eur per maand op 1 juli 2002.”

*Artikel 8 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 tot vaststelling van de Arbeids- en loonvoorwaarden wordt artikel 9 aangevuld met de volgende bepalingen :*

“ Het minimumuurloon van de werklieden en werksters van 21 jaar en ouder wordt verhoogd met 0,1237 Eur per uur op 1 juli 2001.

Het minimumuurloon van de werklieden en werksters van 21 jaar en ouder wordt verhoogd met 0,0927 Eur per uur op 1 juli 2002.”



*Artikel 9 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 tot vaststelling van de Arbeids- en loonvoorwaarden wordt artikel 12 aangevuld met de volgende bepaling :*

“ De effectiefbetaalde uurlonen van de werklieden en **werksters** worden verhoogd met **0,1237** Eur op **1 juli 2001** en met **0,0927** Eur op **1 juli 2002**.”

*Artikel 10 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 tot vaststelling van de Arbeids- en loonvoorwaarden wordt artikel 11 vervangen door de volgende bepaling :*

“ **Demaandlonen** van de voltijdse werklieden en werksters worden **berekend** door de uurlonen te **vermenigvuldigen** met **160**.”

*Artikel 11 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 tot vaststelling van de Arbeids- en loonvoorwaarden wordt artikel 32 bis vervangen door de volgende bepaling :*

“ Met ingang van 1 juli 2001 wordt het stelsel van de **carensdagen**, zoals voorzien in artikel 52 van de Wet op de **arbeidsovereenkomsten** van 3 juli 1978 niet meer **toegepast**.”

*Artikel 12 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 betreffende Terugbetaling van de vervoerskosten van de werknemers, wordt artikel 3 vervangen door de volgende bepalingen :*

“ Artikel 3 - Voor wat betreft het gemeenschappelijk **openbaar vervoer**, met **uitzondering** van het **treinvervoer**, zal de **bijdrage** van de werkgever in de **prijs** van de **abbonementen** voor de **verplaatsingen** vanaf 4 km, berekend vanaf de **vertrekhalte**, vastgesteld worden volgens de **hierna** vastgestelde **modaliteiten** :

- a) **wanneer** de prijs van het vervoer in **verhouding tot de afstand staat**, is de bijdrage van de werkgever gelijk **aan de werkgeverstussenkomst** in de prijs van de **treinkaart** geldend **als sociaal** abonnement voor een **overeenstemmende** afstand, zonder evenwel 60 % van de werkelijke **vervoerprijs** te overschrijden.
- b) **wanneer** de prijs een **eenheidsprijs** is, ongeacht de **afstand**, wordt de bijdrage van de werkgever **forfaitair** vastgesteld en **bedraagt** zij 60 % van de effectief door de werknemer betaalde **prijs**.”

*Artikel 13 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 betreffende de Terugbetaling van de vervoerskosten van de werknemers, wordt artikel 6 vervangen door de volgende bepaling :*

“ Artikel 6 - In geval van **gebruik** van een **persoonlijk vervoermiddel** (**daaronder ook** de fiets) is de bijdrage van de werkgever **afhankelijk** van het bestendig gebruik van een vervoermiddel over een afstand die minstens 4 km bedraagt. ”

*Artikel 14 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 betreffende de Terugbetaling van de vervoerskosten van de werknemers, wordt artikel 7 vervangen door de volgende bepaling :*

“ **Artikel 7** - Wanneer de werknemer zich **verplaatst** per **fiets**, bedraagt de **vergoeding** voor verplaatsingen van en **naar** het werk **0,10** Eur per kilometer. In geval van **verplaatsing** met een **persoonlijk vervoermiddel**, **ander** dan de **fiets**, wordt de vergoeding berekend op basis van het NMBS-barema, vermeld in artikel 3 van deze overeenkomst en toegepast op de werkelijk afgelegde afstand.”

#

Artikel 15 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 betreffende de Terugbetaling van de vervoerskosten van de werknemers, wordt artikel 9 vervangen door de volgende bepalingen :

“ Artikel 9 - De werkgever die een vervoersdienst voor de werknemers organiseert, neemt slechts in de persoonlijke vervoerskosten deel voor zover de werknemer ten minste 4 km moet afleggen om zich te begeven naar de plaats waar hij het vervoermiddel kan nemen dat hem ter beschikking wordt gesteld. In dat geval wordt de financiële tussenkomst berekend volgens de modaliteiten vervat in de voorgaande hoofdstukken van deze collectieve arbeidsovereenkomst.”

Artikel 16 - In de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 betreffende de Terugbetaling van de vervoerskosten van de werknemers, wordt artikel 12 vervangen door de volgende bepaling :

Artikel 12 -

- a) - werknemers die gebruik maken van het openbaar vervoer leggen aan de werkgevers een ondertekende verklaring voor waarin verzekerd wordt dat zij geregeld over een afstand gelijk aan of hoger dan 4 km een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel benutten om zich van hun woonplaats naar hun plaats van tewerkstelling te begeven; bovendien preciseren zij het aantal effectief gereden kilometers. Zij zullen ervoor zorgen iedere wijziging van deze toestand in de kortst mogelijke tijd mede te delen;
- werknemers die gebruik maken van een persoonlijk vervoermiddel vermelden in hun verklaring op ere woord de afgelegde afstand met het persoonlijk voertuig;
  - voor deze verklaringen maken de werknemers gebruik van een formulier dat overeenkomt met het model in bijlage II.
- b) - de werkgevers mogen op elk ogenblik nagaan of deze verklaring met de werkelijkheid strookt.”

Artikel 17 - In de bijlage aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 betreffende de Terugbetaling van de vervoerskosten van de werknemers, worden de woorden “ Ondergetekende, wonend ..., werkend..., verklaar op mijn eer dat ik, om mij naar mijn werk te begeven, bestendig één of meerdere vervoermiddelen gebruik over een afstand van ten minste 5 km (trein vanaf 3 km) ”, vervangen door de volgende woorden : “ Ondergetekende, wonend ..., werkend..., verklaar op mijn eer dat ik, om mij naar mijn werk te begeven, bestendig één of meerdere vervoermiddelen gebruik over een afstand van ten minste 4 km (trein vanaf 3 km) ”.

Artikel 18 - In de Collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 1993 betreffende de Organisatie van de arbeid op zaterdag bij de groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen, wordt artikel 8 vervangen door de volgende bepalingen :

“ Artikel 8 - Vanaf 1 juli 2001 wordt een toeslag van 30 % bovenop het normale loon betaald voor arbeidsprestaties na 13 uur op zaterdagen. Gunstigere regelingen op het vlak van de bedrijven blijven behouden.”

Artikel 19 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde tijd. Ze treedt in werking op 1 januari 2001, met uitzondering van de artikelen 4 en 5 die in werking treden op 1 januari 2002, en de artikelen 12 tot 17 die in werking treden op 1 juli 2001.

Ze kan opgezegd worden door elk van de partijen mits een opzegging van 3 maanden, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair comité voor de Groothandelaars-verdelers van geneesmiddelen.

Artikel 20 - De artikelen die in de onderstaande tabel worden vermeld, hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst. Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de linkse kolom van

*de tabel, gelden vanaf de dag van de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de rechtse kolom.*

EUR	BEF
art. 6, art 7	art. 6, art 7
19,83	800
14,87	600
Art. 8, art. 9	Art. 8, art. 9
0,1237	4,99
0,0927	3,74
Art. 14	Art. 14
0,10	4